



Liberté, Égalité, Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités
Locales et de
l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

GC/AG

ARRETE

n° 002335 du 16 AOUT 2000 portant
prescriptions d'exploitation à la Société WÄRTSILA France SAS (arrêté codificatif et
prescriptions complémentaires) pour son site industriel situé 1 rue de la Fonderie à
MULHOUSE

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement ;

VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de
la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou
incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée
et notamment son article 18 ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement :

- Récépissé de déclaration du 28/05/54 (banc d'essai de moteurs)
- Récépissé de déclaration du 05/01/66 (dépôt de 8 m³ FOD et 1600 m³ Fuel lourd)
- Arrêté n° 12013 du 10/01/69 (ultrafiltration)
- Récépissé de déclaration du 4/04/74 (dépôt acétylène de 96 m³)
- Récépissé de déclaration du 7/06/74 (dépôt acétylène de 48 m³)
- Récépissé de déclaration du 13/05/77 (emploi de matière abrasive, compresseur
d'air, fonderie, emploi de liquide halogéné,
travail mécanique des métaux et alliages,
trempe et recuit de métaux, traitement de
surfaces,...)
- Arrêté n° 50619 du 1/06/77 (dépôt de liquide inflammable de 1^{ère}
catégorie 27 m³)

- Récépissé de déclaration du 25.6.76 (application de peinture au trempé)
- Récépissé de déclaration du 12.3.76 (application de peinture par pulvérisation)
- Récépissé de déclaration du 27.3.73 (application de peinture par pulvérisation)
- Récépissé de déclaration du 15.2.73 (application de peinture par pulvérisation)
- Arrêté du 5.4.56 (dépôt de 260 m³ de gaz oil)
- Arrêté du 16.4.48 (dépôt de 260 m³ de gaz oil)
- Récépissé de déclaration du 12.7.67 (emploi d'acétylène)
- Arrêté n°56009 du 24.7.78 (application de peinture)
- Récépissé de déclaration du 14.6.78 (distribution de carburant et stockage enterré)
- Arrêté n°62343 du 3.4.1980 (application et séchage de peinture)
- Récépissé de déclaration du 15.7.1986 (emploi de matériel au PCB)
- Récépissé de déclaration du 20.2.87 (dépôt de 60 m³ de Fuel Lourd)
- Récépissé de déclaration du 2.2.88 (dépôt de 100 m³ de FOD)
- Récépissé de déclaration du 14.11.1990 (emploi de matière abrasive)
- Récépissé de déclaration du 1.10.1998 (application de peinture et traitement de surfaces).
- Arrêté n°952146 du 9.11.95 prescriptions spéciales pour les essais de moteurs
- Arrêté n°990459 du 11.03.99 prescriptions complémentaires pour l'installation d'ultrafiltration et ses stockages annexes, et l'assainissement de la voirie en berge droite de l'ILL
- Récépissé de déclaration du 23.3.99 (traitement de surface par aspersion, ateliers de charge d'accumulateurs, dépôt de bois)
- Récépissé du 20.4.99 distribution de gaz inflammable combustible
- Lettre préfectorale du 10.04.2000 prenant note qu'il n'existe pas d'installation de distribution de gaz inflammable combustible sur le site
- Récépissé de déclaration du 15.4.99 (installations de combustion)
- Récépissé de déclaration du 17.12.99 (installations de combustion)
- Lettre préfectorale du 17.01.2000 (traitement de surfaces)
- Récépissé de déclaration du 14.02.2000 (dépôt de liquides inflammables)

- VU** la déclaration de cessation d'activité de la fonderie du 10 février 1998 ;
- VU** les lettres préfectorales des 9 juin 1998 et 18 février 2000 par lesquelles le Préfet a demandé à l'exploitant un mémoire de remise en état du site ;
- VU** la déclaration de changement de raison sociale de WARTSILA FRANCE SAS en date du 4 Mai 2000 ;
- VU** la déclaration d'antériorité de WARTSILA FRANCE SAS du 16 mai 2000 au titre des droits acquis pour l'activité d'essai de moteurs ;
- VU** la déclaration de WARTSILA FRANCE SAS du 9 juin 2000 remplaçant et annulant la déclaration du 17 novembre 1999 concernant le dépôt de liquides inflammables ;
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées du 05 Juin 2000 ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 6 juillet 2000 ;

CONSIDERANT que l'exploitant actuel des diverses activités exercées sur le site au 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE est la Société WÄRTSILA FRANCE SAS ;

CONSIDERANT que ces activités relèvent, pour certaines, du régime de l'autorisation et pour d'autres du régime de la déclaration ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de reprendre dans un acte unique, l'ensemble des prescriptions d'exploitation applicables aux activités en exercice sur le site ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée susvisée ;

APRES communication au demandeur du projet d'arrêté d'exploitation du site ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin

ARRETE

I - GENERALITES

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la Sté WÄRTSILA FRANCE SAS, dont le siège social est 1 rue de la Fonderie – 68054 MULHOUSE CEDEX, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son établissement de fabrication de moteurs, sur le site 1 rue de la Fonderie à MULHOUSE.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Travail des métaux et alliages (Bât. 37, 37B, 40 et 46)	2560/1	A	4106	kw
Traitement de surfaces				
• au trempé (bât. 46)	2565/2 a	A	4,7	m ³
• par aspersion (bât. 37, 38, 40, 41 et 46)	2565/3	D		
Dépôt de liquides inflammables :				
- en berge gauche de l'ILL			10	m ³
• 1 ^{ère} catégorie(cuve enterrée)			100	m ³
• fuel domestique			1600 et 60	m ³
• fuel lourd				
- en berge droite de l'ILL				
• 1 ^{ère} catégorie(bât.46)			. 10	m ³
• fuel domestique(prox. bât.72)			. 200	m ³
• solvant divers + peintures			. 7	m ³
- 1 ^{ère} catégorie-(bât.28)				
• parc à fûts (solvants 1 ^{ère} catégorie – produits neufs ou usagés)(prox. bât.39)	1432-1b	A	. 19,2	m ³
• Fuel lourd			.100	m ³
			Capacité équivalente de : 216	m ³

Bancs d'essais de moteurs • en atelier (bât. 38)(11 plate formes) • plate forme WIPP • plate forme SCHELTER	2931	A	. 22 . 4 . 4 <hr/> 30	MW
Application de peinture par pulvérisation (bât. 38, 40 et 46)	2940/2 b	D	53	kg/j
Emploi de matériel imprégné de PCB (bât. 23, 30, 38 et 39)	1180 / 1	D	9 appareils	
Traitement thermique (bât.303)	2561	D		
Installation de combustion • centrale électrique (3 groupes électrogènes)	2910/A2	D	7,2	MW
Dépôt de bois (bât. 45)	1530/2	D	< 20.000	m ³
Activité de charge d'accumulateurs (bât.24, 37, 38, 39, 40 et 46)	2925	D	91,54	kW
Installation de distribution de liquides inflammables	1434/1b	D	3	m ³ /h
Installation de compression d'air	2920/2 b	D	(132+90+50 +11+15)= 298	KW

A = Autorisation ; D = Déclaration ; NC = Non Classable ; bât. = bâtiment

Les prescriptions édictées par les actes administratifs délivrés antérieurement et susvisés sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Si l'application des dispositions du présent arrêté conduisait, sur des installations régulièrement autorisées ou déclarées, à modifier des dispositions constructives ou de matériel conformes aux prescriptions d'actes antérieurs et des dossiers descriptifs correspondants, il appartiendrait à l'exploitant de demander au préfet l'application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 en indiquant les mesures compensatoires éventuelles .

Article 2 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, déclaration et dossiers techniques en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncées dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- les dossiers de demande d'autorisation, dossiers de déclaration et dossiers techniques
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

- les résultats sur les dernières mesures sur les effluents et le bruit exigés par le présent arrêté.

Article 3 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 4 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 5 - MODIFICATION - EXTENSION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Changement d'exploitant

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 6 - MISE A L'ARRET DEFINITIF D'UNE INSTALLATION

Si une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

En particulier, les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux, seront vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant, décontaminées. Elles seront si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles seront rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide, inerte.

Il sera joint à la notification au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux "prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation" et à l'instruction technique du 26 septembre 1985 relative aux règles d'aménagement et d'exploitation des ateliers de traitement de surfaces, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

A - PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 7.1 - Modalités générales de contrôle

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant selon les modalités précisées dans les articles respectifs ci-dessous.

Ces contrôles doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses par un laboratoire agréé d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveau sonore ou de vibration.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre) et selon la forme indiquée en annexe. En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation.

L'exploitant adressera également les résultats des contrôles des rejets d'eau au Service chargé de la police des eaux (resp. à la collectivité gestionnaire du réseau d'assainissement). Ces derniers peuvent également procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les rejets et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant, dans le cadre des dispositions de la convention les liant.

En fonction des résultats d'auto surveillance, ou à la demande de l'exploitant, les conditions de contrôle pourront être modifiées.

Article 7.2 – Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

Article 8 - AIR

8.1 - Air - Principes généraux

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les installations susceptibles de dégager des fumées, des odeurs, des poussières, doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les effluents.

Les conduits d'évacuation seront disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

L'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité de la captation, de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement de l'installation, ainsi que du bon fonctionnement des installations d'épuration éventuelles.

Les effluents aqueux issus des éventuels dispositifs de captation et d'épuration (dévésiculeurs, laveurs,...) doivent être traités conformément à l'article 9.3 du présent arrêté.

8.2 - Air - Conditions de rejet

Dimensionnement

- Les effluents gazeux sont rejetés à une hauteur telle qu'il n'en résulte ni incommodité, ni insalubrité pour le voisinage.

- Le débouché des conduits d'évacuation devra être le plus éloigné possible des habitations ; il doit avoir une direction verticale et ne doit pas comporter d'obstacle à la bonne diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...).
- Avant le 1^{er} octobre 2000, le point de rejet des effluents gazeux issus de l'activité de traitement thermique devra dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
- Dans un délai de 3 mois, l'exploitant remettra au préfet une étude visant à situer la hauteur des points de rejets des effluents issus de ses installations de combustion et de ses installations d'essais de moteurs, vis à vis des dispositions réglementaires applicables et notamment celles définies à l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié, applicable aux installations de combustion soumises à déclaration, et à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 applicable aux installations soumises à autorisation (prélèvement – consommation d'eau, émission de toute nature).

Cette étude proposera si nécessaire un échéancier de mise en conformité visant à rehausser les conduits de rejet afin que les effluents puissent être évacués dans de bonnes conditions de dispersion.

Vitesse d'éjection

- La vitesse d'éjection des effluents générés par les installations de combustion (moteurs de la centrale électrique, groupe SCHELTER et moteurs à l'essai) sera de 25 m/seconde, en marche continue maximale.

Possibilité de prélèvement

Les conduits de rejet des effluents gazeux de :

- l'activité de traitement thermique,
- les installations de combustion,
- les installations d'essais de moteurs,

sont munis de dispositifs obturables et accessibles aux fins de réaliser, dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, le prélèvement en discontinu d'échantillons destinés à l'analyse.

8.3 - Air - Prévention des envols de poussières et matières diverses

(Art 4.1 de l'AM 02/02/1998)

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc ...) et convenablement nettoyées ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont, si nécessaire, mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

8.4 - Air - Valeurs limites de rejet

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Méthode normalisée de mesure
TRAITEMENT THERMIQUE	poussières	100	NFX 44052
	composés organiques volatils (hors méthane)	150	
TRAITEMENT DE SURFACES (pour les installations de traitement au trempé)	Acidité totale exprimée en H ⁺	0,5	
	Alcalins exprimés en OH	10	
APPLICATION ET SECHAGE DE PEINTURE	poussières	100	NFX 44052
	composés organiques volatils (hors méthane)	150	
INSTALLATIONS DE COMBUSTION (existantes)(centrale électrique – fonctionnement EJP moins de 500 h/an)	monoxyde de carbone (exprimé en CO)	650	FDX 20 361 et 363
	composés organiques volatils hors méthane (exprimé en CH ₄)	150	
	- COMBUSTIBLE GAZ	750 au 1/1/2005	NFX 44052
	poussières	150 au 1/1/2005	
	-----	-----	-----
	monoxyde de carbone (exprimé en CO)	650	FDX 20 361 et 363
	composés organiques volatils- hors méthane (exprimé en CH ₄)	150	
- AUTRE COMBUSTIBLE (FOD)	oxydes d'azote	3000 au 1/1/2005	NFX 44052
	poussières	150 au 1/1/2005	

Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées.

Pour les installations de combustion(moteurs) : la teneur en oxygène est ramenée à 5% en volume. Les valeurs limites doivent être respectées en régime stabilisé en pleine charge.

8.5 - Air - Contrôle des rejets

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
TRAITEMENT DE SURFACE (au trempé)	- débit - acidité totale exprimée en H+ - alcalins exprimés en OH	annuelle annuelle annuelle
TRAITEMENT THERMIQUE	- débit - poussières - composés organiques volatils (hors méthane)	annuelle annuelle annuelle
APPLICATION ET SECHAGE DE PEINTURE	- débit - poussières - composés organiques volatils (hors méthane)	annuelle annuelle annuelle
MOTEURS A L'ESSAI	- débit - oxydes d'azote - monoxyde de carbone - composés organiques volatils (hors méthane) - teneur en O ₂	4 analyses par an 4 analyses par an 4 analyses par an 4 analyses par an
INSTALLATIONS DE COMBUSTION (centrale électrique)	- débit - vitesse d'éjection - teneur en O ₂ - poussières(si consommation de FOD) - oxydes d'azote - monoxyde de carbone - composés organiques volatils (hors méthane)	annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Pour les moteurs de la centrale électrique, les mesures sont effectuées en régime stabilisé en pleine charge.

Pour les moteurs à l'essai, les contrôles sont effectués pour chaque type de moteur (W 200, W 220, UD 30, UD 45, ...) et pour chaque type d'essai (production, développement technologique, requalification).

La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure et chaque mesure sera répétée au moins 3 fois.

Pour les installations de combustion et les moteurs à l'essai, les résultats sont exprimés rapportés à une teneur en O₂ de 5 % en volume, sur gaz secs.

Les premiers contrôles seront effectués au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté. **Pour les installations de combustion de la centrale électrique et après le 1^{er} contrôle**, la fréquence annuelle de contrôle s'appliquera à compter du 1/1/2005 et ne concerne que les poussières et les oxydes d'azote.

Les mesures annuelles sont effectuées par un organisme tiers, agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. En ce qui concerne plus précisément les mesures et analyses à effectuer sur les rejets des moteurs à l'essai :

- la première analyse annuelle sera réalisée par l'organisme tiers ; cette analyse sera doublée d'une analyse de l'exploitant pour comparaison des résultats,
- les analyses suivantes de l'année seront réalisées par l'exploitant.

Les résultats des contrôles définis précédemment permettront d'estimer les flux de polluants émis par les installations ; ces flux feront l'objet de bilans annuels, voire trimestriels pour les activités d'essais de moteurs.

Ces bilans de pollution seront adressés à l'inspecteur des installations classées dans les délais prévus à l'article 7.1 du présent arrêté.

8.6 – Essais de moteurs- Etudes à remettre

- Dans un délai de trois mois, l'exploitant remettra au Préfet une étude d'impact spécifique aux rejets de polluants émis par les essais de moteurs.
Cette étude déterminera notamment les flux d'émission en polluants (poussières, CO, SO₂, NOx et COV) horaires, journaliers et annuels et leur impact sur l'environnement, compte tenu des conditions de rejet et des caractéristiques environnementales particulières.
- Par ailleurs, une étude technico-économique sera remise au Préfet dans un délai de trois mois. Cette étude déterminera sur la base des meilleures technologie disponibles à un coût économiquement acceptable, et des caractéristiques particulières environnementales, les mesures à prendre pour limiter en concentration les valeurs d'émissions des polluants NOx, CO et COV. Les valeurs d'émission guide de l'arrêté ministériel du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pourront être utilisées comme référence. Un échéancier de réalisation de travaux ou d'aménagement sera proposé.

8.7 - Odeurs

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations.

En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

Article 9 - EAU

9.1 - Prélèvements et consommation

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles : refroidissement, freinage (simulation de charge), et sanitaires dans l'ILL et la nappe :

	volume annuel maxi en m ³	débit instantané maxi en m ³ /h	débit journalier maxi en m ³ /j
ILL	2 200 000	500	12 000
NAPPE	25 000	80	300*
RESEAU	20 000	/	/

* Convention avec le gestionnaire du réseau d'assainissement.

Prélèvement dans un cours d'eau

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Ils doivent être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Prélèvement en nappe

Toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

Alimentation mixte

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction d'eau publique, du réseau d'eau potable intérieur ou de la nappe d'eaux souterraines par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau.

En conséquence, l'analyse spécifique de ces risques est à établir et les moyens de protection adaptés sont à installer aux endroits adéquats.

Notamment, toute communication entre le réseau d'adduction d'eau publique ou privée et une ressource d'eau non potable est interdite. Cette interdiction peut être levée à titre dérogatoire lorsqu'un dispositif de protection du réseau d'adduction publique ou privée contre un éventuel retour d'eau a été mis en place.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif devra être relevé toutes les semaines, le résultat de mesure est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de refroidissement-réfrigération sont en circuit fermé, excepté celles relatives au circuit de refroidissement des moteurs de la centrale électrique et à la dispersion thermique de l'atelier de bancs d'essais, pour lesquelles l'eau est pompée et rejetée dans l'ILL, sous réserve du respect des dispositions de l'article 9.3.4, 17.3 et 17.5 du présent arrêté.

L'usage des poteaux d'incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien et de maintien hors gel de ce réseau.

9.2 - Eau - Prévention des pollutions accidentelles

Le sol des aires ou installations où sont stockés, transvasés ou manipulés des produits présentant un risque de pollution pour le milieu (sol, eau,...) sera étanche ; il sera aménagé de façon à diriger (muret ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente) tout écoulement (produits accidentellement répandu, eau de lavage,...) vers une ou des capacités de rétention étanches de volume réglementaire.

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident (fuite, rupture de récipient, de cuvette, etc....) déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle, après accident, doit se faire soit dans les conditions prévues à l'article 9.3, soit comme des déchets.

a) Egouts et canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les nouvelles canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement seront aériennes.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

b) Capacités de rétention

I - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion doivent être munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement ; elles sont associées à des cuvettes de rétention réglementairement dimensionnées ; Leur capacité est strictement limitée au besoin de l'exploitation.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II- La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en condition normale.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés(en cas d'accident, les eaux pluviales,...) ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles, susceptibles de réagir dangereusement ensemble, ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessous.

Les réservoirs de liquides inflammables enterrés devront respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et leurs équipements annexes.

Les réservoirs fixes aériens sont munis de jauge de niveau, et pour les stockages enterrés de limiteur de remplissage.

c) Aire de chargement - transport interne

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément au 9.3. ou éliminés comme des déchets.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Les bords de tabliers du pont enjambant l'ILL, les hauts de berges, ainsi que les voies de circulation d'engins transportant des produits dangereux pour l'environnement, seront aménagés afin de permettre un renforcement de la protection de l'ILL contre les pollutions accidentelles.

Sur ces secteurs, l'exploitant veillera notamment à isoler les avaloirs d'eau pluviale de ruissellement en liaison directe avec l'ILL, par des dispositifs d'obturation mobiles, à mettre en place lors des opérations particulières de transport, chargement et déchargement de produits présentant un risque de pollution du milieu naturel.

9.3 - Eau - Conditions de rejet

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit.

Dans la mesure du possible les réseaux de collecte doivent séparer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

La dilution des effluents est interdite.

Les points de rejet des eaux résiduares doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure de débit.

9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L 35-8 du Code de la santé publique), les eaux résiduares doivent faire l'objet en tant que de besoin et préalablement à leur rejet, d'un traitement approprié permettant de respecter les valeurs limites définies ci-après. Elles sont contrôlées, sauf stipulation contraire à la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Les eaux industrielles sont constituées :

- des rejets issus de l'ultrafiltration
- des rejets issus du traitement de surface au trempé.

a) Ateliers de travail mécanique de métaux et alliages
Ateliers de traitement de surfaces lavage-aspersion
Application de peinture
Installations de combustion et bancs d'essais de moteurs

Les eaux résiduares issues de ces ateliers ou postes de travail sont récupérées. Elles sont éliminées comme des déchets ou traitées sur l'unité d'ultrafiltration préalablement à leur rejet. Elles respecteront les valeurs limites fixées à l'article 9.3.1.b du présent arrêté.

b) Ultrafiltration

Elément	Concentration en mg/l	Flux	Norme
pH	5,5 à 8,5	/	NFT 90 108
température	30°	/	/
MST	600	5,4 kg	NFT 90-105
DCO eb	2000	18 kg	NFT 90-101
DBO5 eb	800	7,2 kg	NFT 90-103
HC totaux	10	90 g	NFT 90-114
AOX	1	9 g	ISO 9562
Somme des métaux lourds	15	135 g	NFT 90-112
Cr VI	0,1	0,9 g	NFT 90-112
plomb	0,5	4,5 g	NFT 90-112
Fe + Al	5	45 g	NFT 90-112
Cd	0,2	1,8 g	NFT 90112
Hg	0,05	0,45 g	NFT 90112

Les valeurs doivent être respectées en moyenne quotidienne ; aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs de concentration.

Le débit maxi des rejets est estimé à 9 m³/jour.

c) Ateliers de traitement de surfaces au trempé

Elément	Concentration en mg/l	Flux	Norme
Cr VI	0,1	2 g	NFT 90 112
Cr total	0,5	10 g	NFT 90 112
Cd	0,2	4 g	NFT 90 112
Cu	0,5	10 g	NFT 90 112
Zn	2,0	40 g	NFT 90 112
Fe + Al	5	100 g	NFT 90 112
Pb	0,5	10 g	NFT 90 112
mtx lourds totaux	15	300 g	NFT 90 112
MST	600	12 kg	NFT 90105
Azote global	150	3 kg	/
HC totaux	10	200 g	NFT 90 114
DCO eb	2000	40 kg	NFT 90 101
DBO5 eb	800	16 kg	NFT 90 103
pH	5,5 à 8,5	/	NFT 90 108
AOX	1	20 g	ISO 9562
température	30°	/	/

Si les effluents sont rejetés par bâchées : les valeurs sont respectées par bâchée rejetée.

Si les rejets s'effectuent en continu : les valeurs doivent être respectées en moyenne quotidienne ; aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs de concentration.

Le débit maxi des rejets est estimé à 20 m³/jour.

d) Rejet dans une station d'épuration collective

Les rejets dans la station d'épuration collective urbaine doivent faire l'objet d'une étude de traitabilité et satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- débit maximal
 - instantané 120 l/s
 - pendant une période de 24 heures consécutives : 300 m³ (convention avec le gestionnaire du réseau d'assainissement public)
- pH 5,5 à 8,5
- Température inférieure à 30°.
- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) sur la base du rejet actuel de l'établissement répartis comme suit :
 - 30 m³ maxi d'eau industrielle
 - 170 m³ d'eau sanitaire et de restaurant.

Paramètre	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)
MST	600
DCOeb	2000
DBO5eb	800
HC totaux	10
AOX	0,15
Somme des métaux lourds	2,25
Cr VI	0,015
Cr total	0,05
Cd	0,03
Pb	0,08
Cu	0,05
Zn	0,20
Fe + Al	0,75
Azote global	150

Paramètre	Flux sur 24 h consécutives (en kg/j)
MST	120 kg/j
DCO _{eb}	400 kg/j
DBO _{5eb}	160 kg/j
HC totaux	300 g/j
AOX	30 g/j
Somme des métaux lourds	450 g/j
Cr VI	3 g/j
Cr total	10 g/j
Cd	6 g/j
Pb	15 g/j
Cu	10 g/j
Zn	40 g/j
Fe + Al	150 g/j
Azote global	30 kg/j

Les valeurs sont calculées sur la base d'un rejet quotidien de 200 m³/j.

Les valeurs doivent être respectées en moyenne quotidienne ; aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs de concentration.

9.3.2 - Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales

- Les eaux pluviales de toiture, non souillées, peuvent être infiltrées.
- Compte tenu de la configuration du site, les autres eaux pluviales de voirie et parking seront traitées et évacuées comme indiqué ci-dessous:

pour le secteur de l'usine en berge de l'ILL

Les eaux pluviales sont collectées et rejetées dans l'ILL après traitement (dispositifs décanteurs-déshuileurs à obturation automatique, ou dispositifs d'efficacité équivalente, adaptés à la pluviométrie).

Elles respecteront les valeurs limites suivantes

éléments	Concentration en mg/l
MST	100
DCO _{eb}	300
DBO _{5eb}	100
HC totaux	10
PH	5,5 - 8,5
température	< 30 °

pour les autres secteurs de l'usine

Au 31 décembre 2000, les eaux seront rejetées au réseau d'assainissement communal après traitement(dispositifs décanteurs-déshuileurs, ou dispositifs d'efficacité équivalente, adaptés à la pluviométrie) ; leur teneur en Hydrocarbures totaux sera inférieure à 10 mg/l.

- Le réseau de collecte des eaux pluviales sera aménagé et raccordé à plusieurs bassins de régulation et confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales, et adapté à la pluviométrie.

Le volume de ces bassins de régulation – confinement sera de :

- 100 et 400 m³, pour les rejets dirigés vers l'III
 - 350 et 500 m³, pour les rejets dirigés vers le réseau d'assainissement public.
- cf le plan joint au présent arrêté.

L'exploitant devra pouvoir justifier de l'accord quand à ces dimensionnement de :

- le service chargé de la police des eaux, en ce qui concerne les rejets dans l'III,
- le gestionnaire du réseau d'assainissement public, en ce qui concerne le rejet dans ce réseau.

9.3.3 - Eau - Conditions de rejet des eaux sanitaires

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

9.3.4 - Eau - Conditions de rejet des eaux de refroidissement et des eaux de freinage

Au **30 juin 2001**, les eaux de freinage (simulation de charge) et les eaux de dispersion thermique de l'atelier des moteurs à l'essai ainsi que les eaux de refroidissement des moteurs de la centrale électrique, actuellement rejetées dans l'III au droit du site, ne devront plus être utilisées en simple circuit ouvert.

Au **31 décembre 2000**, l'exploitant remettra au Préfet un rapport d'étape, pour avis, qui :

- détaillera les diverses solutions de mise en conformité examinées,
- proposera une solution parmi celles examinées,
- détaillera les raisons ayant conduit à la retenir plus particulièrement.

9.4 - Eau - Contrôles des rejets

9.4.1 – dispositions générales

L'exploitant fait réaliser, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées et selon les méthodes normalisées.

Point de prélèvement	Paramètres	Fréquence
en sortie de l'atelier de traitement de surfaces au trempé	Débit métaux lourds (Cr VI, Cr total, Cd, Ni, Cu, Zn, Fe, Al, Pb, Sn) métaux lourds totaux HC totaux PH DCO eb MST CN Azote global Indice phénol Température AOX	trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle trimestrielle
En sortie de l'installations d' ultrafiltration	Débit PH Température MST DCO eb DBO _{5eb} Indice phénol HC totaux AOX	annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle

	CN Sommes des métaux lourds Cr VI Plomb Cd Hg	annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle
en sortie de l'établissement	débit PH Température MST DCO _{eb} DBO _{5eb} Indice phénol HC totaux AOX CN Sommes des métaux lourds Cr VI Plomb Cr total Cd Cu Fe + Al Zn	annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle annuelle

Les échantillons doivent être représentatifs du fonctionnement des installations (En cas de rejet continu ils sont constitués soit par un prélèvement en continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure ; en cas de rejet par bâchée ils sont constitués d'un échantillon représentatif de la bâchée).

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite de concentration.

La quantité d'eau rejetée par atelier et/ou installation doit être mesurée journalièrement, ou à défaut évaluée à partir des quantités d'eau prélevées dans le milieu naturel ou le réseau d'adduction public.

Au moins une fois l'an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement sont définies par celle-ci.

La détermination du débit rejeté au réseau d'assainissement communal, se fait par mesure en continu, ou estimé à partir de la consommation d'eau dans l'établissement.

9.4.2 – dispositions particulières aux activités de traitement de surfaces (trempé, lavage, aspersion)

Le pH des eaux résiduelles est mesuré et enregistré en continu (il est mesuré et enregistré sur un support prévu à cet effet, avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées).

En cas de rejet continu, le contrôle en continu du pH doit être couplé à une alarme entraînant automatiquement l'arrêt immédiat de l'alimentation en eau lors d'un pH non conforme.

Les enregistrements sont archivés pendant au moins 5 ans.

Le débit journalier est enregistré sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible.

Il n'est pas nécessaire de mesurer en continu le débit si la valeur peut être obtenue de façon fiable par un autre moyen (compteur d'alimentation, ...).

Les enregistrements sont archivés pendant au moins 5 ans.

Pour les ateliers de traitement de surfaces au trempé, l'exploitant réalisera sur les rejets des contrôles, une fois par semaine, sur un échantillon moyen représentatif de la période considérée, par des méthodes simples, qui doivent permettre une estimation des rejets en métaux.

Les résultats de ces contrôles sont archivés sur un support prévu à cet effet.

Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance des rejets des activités de traitement de surfaces (pH, débit, métaux), ainsi que les commentaires éventuels sont mensuellement adressés à l'inspection des installations classées.

9.5 - Eau - Surveillance des effets sur l'environnement

Surveillance des eaux souterraines

Dans un délai de six mois, l'exploitant plantera, en aval de ses installations de fabrication et de stockage, des points de contrôle dont le nombre et la localisation sont déterminés par l'inspection des installations classées à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, réalisée par un bureau compétent, qui devra être remise au préfet dans un délai de deux mois.

Les paramètres à analyser ainsi que les fréquences d'analyse sont déterminés par l'inspection des installations classées au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique.

Article 10 - DECHETS

10.1 - Déchets - Principes généraux

L'exploitant s'attache à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organise la collecte et l'élimination de ses différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi 75-663 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

10.2 - Déchets - Collecte et stockage des déchets

L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés qui pourront être traités comme les déchets ménagers et assimilés ;
- les déchets spéciaux définis par le décret 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux qui doivent faire l'objet de traitement particulier.

Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

La quantité de déchets stockée sur le site, ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite, ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

10.3 - Déchets - Elimination des déchets

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

A compter du 1er juillet 2002, l'exploitant justifiera le caractère ultime des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la loi 76-663 du 19 juillet 1976. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux, expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure, sous sa propre responsabilité, que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

10.4 - Déchets - Contrôle des déchets

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent des déchets produits et des filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

10.5 – Sols

Un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques du site sis 1 rue de la Fonderie seront réalisés selon les modalités définies dans le guide méthodologique du ministère de l'Environnement – BRGM relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués élaboré à cet effet.

a)- Le diagnostic initial, qui comprend une analyse historique du site (localisation des différentes activités et sources potentielles de pollution, produits utilisés, pratiques de gestion environnementale.....) et le recueil des données et informations environnementales concernant le site et son voisinage fera l'objet d'un rapport d'étape adressé à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si ces données sont insuffisantes pour réaliser l'évaluation simplifiée des risques, une campagne d'investigations légères basées sur des analyses de sols et de la qualité des eaux souterraines devra compléter les données de l'étude documentaire. La proposition pour cette campagne d'investigations complémentaires sera intégrée dans le rapport d'étape susvisé et soumise à l'avis de l'Inspection des Installations Classées.

b)- Les résultats issus du diagnostic initial seront utilisés pour mener l'évaluation simplifiée des risques.

Le rapport d'étude final comprendra la définition des suites éventuelles à envisager qui peuvent comprendre la surveillance à mettre en place, les réhabilitations éventuelles à entreprendre...

Il sera remis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 11 - EPANDAGE

L'épandage des eaux résiduaires et des boues est interdit.

Article 12 - BRUIT ET VIBRATIONS

12.1- Bruit et vibrations - Principes généraux

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Véhicules, engins de chantier, appareils de communication :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc....), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

12.2 - Bruit et vibrations - Valeurs limites

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	PERIODE JOUR allant de 7h à 20h <i>sauf dimanches et jours fériés</i>	PERIODE INTERMEDIAIRE allant de 6h à 7h et 20h à 22h (<i>jours ouvrables</i>) et 6h à 22h (<i>dimanches et jours fériés</i>)	PERIODE NUIT allant de 22h à 6h (<i>tous les jours</i>)
Limite SUD OUEST du site (voie ferrée)	65	60	55
Limite OUEST du site (côté ILL)	65	60	55
Limite NORD-OUEST du site (parking Leclerc)	65	60	55
Limite NORD du site (rue Gay Lussac)	60	55	50
Limite EST du site (rue de Zillisheim à rue de la Fonderie)	55	50	45
Limite EST du site (rue de la Fonderie à la voie ferrée)	55	50	45

Voir plan joint en annexe.

L'émergence sera inférieure ou égale à 3 dB (A).

12.3 - Bruit et vibrations - Contrôles

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 2 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

B - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

Article 13 - DISPOSITIONS GENERALES

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance directe ou indirecte d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

Article 14 - DEFINITION DES ZONES DE DANGER

L'exploitant détermine sous sa responsabilité, les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées ; ce plan devra être élaboré dans un délai de 4 mois.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Les zones de risque toxique sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère toxique est susceptible d'apparaître.

Ces risques sont signalés.

Article 15 - CONCEPTION GENERALE DE L'INSTALLATION

Les locaux doivent être maintenus propres et être régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

En particulier, les mesures suivantes doivent être retenues :

15.1 - Implantation - Isolement par rapport aux tiers

Les installations ne seront pas surmontées de locaux occupés par des tiers ou à usage d'habitation.

Les installations sont situées à une distance d'au moins :

INSTALLATION	DISTANCE
Installations de combustion	- 10 m des limites de propriété
	- 10 m des ERP de 1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et 4 ^{ème} catégorie
	- des immeubles de grande hauteur,
	- des immeubles habités ou occupés par des tiers,
	- des voies à grande circulation

sauf aménagements particuliers tels que définis au titre III du présent arrêté.

Le respect des distances d'isolement doit être assuré par l'acquisition des terrains correspondants ou par la constitution de servitudes amiables non aedificandi ou par tout autre moyen donnant une garantie équivalente.

15.2 - Règles de construction

Sauf dispositions particulières figurant au titre III du présent arrêté :

- Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme ...) adaptés aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade, ou tout autre dispositif équivalent). L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositions de commande sont reportées près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles. Les systèmes de désenfumage doivent être adaptés aux risques particuliers des installations.

Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

15.3 - Règles d'aménagement

Accès, voies et aires de circulation : à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins ; ils sont desservis sur au moins une face par une voie-engin ou une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à plus de 8 mètres par rapport à la voie ; En cas de local fermé, une des faces est équipée d'ouvrant.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les zones pouvant présenter un risque d'explosion, l'équipement électrique doit être réduit à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, et conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

15.4 - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs ;
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles ou fixes, outillages, ...)

15.5 - Protection contre la foudre

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable.

15.6 - Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaires enregistrés en continu.

Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres IPS figurent à la liste des équipements IPS.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité sont connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances électroniques sont alarmées, et leur alimentation électrique et en utilité secourue sauf parade de sécurité équivalente. L'exploitant détermine ceux des équipements devant disposer d'une alimentation permanente. Ils sont conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiée par des motifs de sécurité. Ils doivent résister aux agressions internes et externes.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.

15.7 - Règles d'exploitation et consignes

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail.

Dans les parties de l'installation visées à l'article 14, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu", et en respectant les règles d'une consigne particulière ; cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils ont nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit des consignes de sécurité et des consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures ...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celle-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- Les installations présentant le plus de risques ont des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien ;
- Les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz devront faire l'objet d'une consigne de vérification périodique.
- Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichés.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus dans l'établissement, auquel est annexé un plan général des divers stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des ateliers est limitée à la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.

15.8 – Protection individuelle –

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des dépôts et lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Article 16 - SECURITE INCENDIE

16.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'extincteurs d'agents appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, répartis judicieusement à l'intérieur des locaux, bien visibles, facilement accessibles ;

- d'un réseau d'eau incendie maillé ou tout autre dispositif équivalent validé par les services d'incendie et de secours permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau doit pouvoir fonctionner normalement en période de gel. La validation du service d'incendie et de secours devra être adressée au Préfet dans un délai de 4 mois;
- d'une réserve de sable meuble et sec et de pelles.
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus.

16.2 - Plan d'intervention

L'exploitant établit un plan d'intervention précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours ...

16.3 - Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risques pour l'opérateur. Ils sont classés "équipements importants pour la sécurité" (IPS) et soumis aux dispositions de l'article 15.6..

Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz ...) sont bien repérés et facilement accessibles.

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

Article 17 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

17.1. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 (anciennement 3 – atelier de charge d'accumulateurs).

1. L'atelier sera construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère et non surmonté d'étage. la porte d'accès s'ouvrira en dehors et sera normalement fermée.
2. L'atelier sera convenablement clos sur le voisinage, de manière à éviter la diffusion de bruits gênants.
3. L'atelier sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. Il ne pourra donc être installé dans un sous-sol.
4. L'atelier ne devra avoir aucune affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles ou d'y effectuer l'empilage des plaques.

5. Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.
6. Le chauffage du local ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.

La chaudière sera dans un local extérieur à l'atelier ; si ce local est contigu à l'atelier, il en sera séparé par une cloison pleine, incombustible et coupe-feu de degré 2 heures, sans baie de communication.

Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

7. L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. – NC., du 30 avril 1980).

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles seront placés à l'extérieur, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles, tels que "appareillage étanche au gaz, appareillages à contacts baignant dans l'huile", etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir une attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

8. Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

17.2. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1180 (anciennement 355 – matériels imprégnés de PCB - PCT).

1. Tout produit, substance ou appareil contenant des PCB ou PCT, est soumis aux dispositions ci-après dès lors que la teneur en PCB ou PCT dépasse 100 milligrammes/kilogramme (ou ppm – partie par million).

Sont notamment visés :

- les stocks de fûts ou bidons,
 - les appareils électriques tels que condensateurs, transformateurs en service ou de rechange, en dépôt, et leur entretien ou réparation sur place (n'impliquant pas de décuage de l'appareil),
 - les composés imprégnés de PCB ou PCT, que le matériel soit en service ou pas,
 - les appareils utilisant des PCB ou PCT comme fluide hydraulique ou caloporteur.
2. Tout transfert d'une installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration. Elle sera alors considérée comme une installation nouvelle.
 3. Tous les dépôts de produits polluants et appareils imprégnés de PCB ou PCT doivent être pourvus de dispositifs de rétention des écoulements, de capacité réglementaire.
Cette prescription ne s'applique pas aux condensateurs imprégnés de PCB non susceptible de s'écouler en cas de rupture de l'enveloppe.
 4. Les stocks seront conditionnés dans des récipients résistants et seront identifiés.
 5. Tout appareil contenant des PCB ou PCT devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

6. Une vérification périodique visuelle tous les trois ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention,
7. L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

En cas de difficultés particulières, notamment pour les installations existantes nécessitant une telle accumulation, une paroi coupe-feu de degré 2 heures doit être interposée (planchers hauts, parois verticales) ; les dispositifs de communication éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré 1 heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme-porte.

8. Les matériels électriques contenant du PCB ou PCT devront être conformes aux normes en vigueur au moment de leur installation. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

Les dispositions prévues au point 7 étant respectées, s'il existe un système de protection individuelle sur le matériel aux PCB interdisant tout réenclenchement automatique à la suite d'un défaut, les dispositions constructives du local suivantes, ne s'appliquent pas :

- L'exploitant prendra toutes dispositions constructives du local pour que les vapeurs, accidentellement émises par le diélectrique, ne puissent pas pénétrer dans les locaux d'habitation ou de bureau. En particulier, elles ne doivent pas atteindre des conduits de vide-ordures ou d'aération et des gaines techniques qui ne seraient pas utilisés exclusivement pour ce local technique.

Les gaines techniques propres au local doivent être équipées, à l'entrée des liaisons, d'un tampon étanche et résistant à la surpression, lorsqu'elles donnent accès vers d'autres locaux, tels que cités ci-dessus.

En particulier, lorsque le local est accessible à partir d'un espace privatif clos, donnant lui-même sur les endroits ou conduits cités plus haut, la porte correspondante devra être étanche et résister à cette surpression.

Si tel n'est pas le cas, la modification du système de protection de l'appareil est nécessaire.

A titre d'illustration, pour les transformateurs classés PCB, on considère que la protection est assurée notamment par la mise en œuvre d'une des dispositions suivantes :

- protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance,
- mise hors tension immédiate en cas de surpression de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau de diélectrique.

9. Les déchets souillés à plus de 100 ppm seront éliminés dans une installation autorisée, assurant la destruction des molécules PCB et PCT.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm, l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées (transfert vers une décharge pour déchets industriels, confinement).

10. En cas de travaux d'entretien courant ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollution ou de nuisances liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de PCB ou PCT (débordement, rupture de flexible),
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique,
- le contact du PCB ou PCT avec une flamme.

Ces opérations seront réalisées sur une surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB – PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manœuvre, flexible en mauvais état, etc.). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées au point 9.

11. En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera le cas échéant, la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.
12. Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB, pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement de diélectrique par exemple), ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 100ppm, en masse de l'objet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

13. En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie) l'exploitant informera immédiatement l'inspection des installations classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire, telles que, notamment les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.
14. L'inspecteur pourra demander ensuite qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT et, le cas échéant, en produits de décomposition.
Au vu des résultats de ces analyses, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination de lieux concernés.
L'exploitant informera l'inspection de l'achèvement des mesures et travaux demandés.
Les gravats, sols ou matériaux contaminés seront éliminés dans les conditions prévues au point 9.

17.3. prescriptions applicables aux installations d'essai de moteurs.

17.3.1 généralités

Les bancs d'essais seront munis d'un dispositif silencieux efficace.

Toutes dispositions seront prises pour ne pas gêner le voisinage par le bruit ; en particulier, les essais seront effectués, si cela est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux convenablement insonorisés, ou par mise en œuvre de tout autre moyen d'efficacité équivalente.

Il est interdit d'entreposer dans l'atelier d'essais de moteurs des liquides inflammables autres que ceux des réservoirs d'alimentation des moteurs.

On disposera d'extincteurs portatifs pour feux d'hydrocarbures (à l'exclusion d'extincteurs au bromure de méthyle) de capacité minimum de 8 litres, toujours entretenus en bon état de fonctionnement.

17.3.2 prescriptions particulières aux activités d'essai de moteurs à combustion interne

1. Utilisation de l'eau dans l'atelier d'essai

- Toute circulation d'eau en caniveaux ouverts au sein de l'atelier d'essais de moteurs diesel, est interdite.
- L'eau de l'III, actuellement utilisée comme eau de refroidissement et eau de freinage (simulation de charge) des moteurs à l'essai, doit circuler en conduite fermée; le rejet s'effectue dans l'III au droit du site. Conformément à l'article 9.3.4. du présent arrêté, ces eaux ne pourront plus être utilisées en simple circuit ouvert à compter du 30 juin 2001.

2. Alimentation générale en carburant des moteurs situés dans l'atelier

- 2.1. Toutes les plates-formes d'essais des moteurs devront être étanches aux hydrocarbures et conçues de façon à permettre le drainage des hydrocarbures susceptibles d'y être répandus.

Les produits ainsi collectés seront dirigés vers un dispositif de rétention situé à l'intérieur de l'atelier d'essais, et dont le volume de stockage sera d'au minimum 15 m³.

Ce dispositif de rétention bénéficiera d'un point bas permettant la récupération des hydrocarbures éventuellement déversés.

Ce dispositif de rétention doit être équipé d'une double détection de niveau à placer au niveau du point bas :

- 1^{er} seuil de détection : alarme visuelle et sonore au sein de l'atelier
- 2^{ème} seuil de détection : fermeture de la vanne d'alimentation générale en carburant de l'atelier d'essais.

La vanne de coupure manuelle, située sur la conduite générale d'alimentation en carburant de l'atelier d'essais, doit être une électrovanne de sécurité à réarmement manuel.

La fermeture automatique de cette vanne doit être asservie à la détection d'hydrocarbures située dans le dispositif de rétention associé à l'atelier d'essais de moteurs et visé au point 2.1 précédent

Les hydrocarbures déversés dans le dispositif de rétention ne peuvent être vidangés que par pompage ; ils seront soit réutilisés au sein de l'atelier d'essais, soit éliminés comme des déchets.

3. Alimentation en carburant des plates formes d'essais de moteurs

- 3.1 L'atelier est équipé de 11 plates formes d'essais de moteurs diesel ou gaz :

- 3.2 Les conduites d'alimentation en carburant secondaires, tirées à partir de la conduite d'alimentation générale de l'atelier d'essais jusqu'à l'une des 11 plates formes d'essai, doivent être équipées d'une vanne de coupure manuelle, ou tout autre dispositif de sécurité équivalente.

Pour les plates-formes sur lesquelles il n'est pas procédé à des essais moteurs, cette vanne devra obligatoirement être en position fermée.

Cette obligation fera l'objet d'une consigne écrite à distribuer au personnel d'exploitation et à afficher dans l'atelier d'essais.

- 3.3 Chacune des plates-formes d'essai bénéficie de sa propre cuve d'alimentation en carburant du moteur, et à laquelle est associé un dispositif de pesage de carburant.

Toutes les cuves d'alimentation et les dispositifs de pesage seront positionnés sur cette cuvette de rétention. Le volume de rétention sera égal au volume de la cuve d'alimentation (au moins 150 litres).

Chacune des cuvettes de rétention des cuves d'alimentation et dispositif de pesage sera équipée d'une double détection de niveau des hydrocarbures susceptibles d'y être déversés.

La détection d'hydrocarbures dans ce dispositif de rétention provoquera automatiquement au niveau de la plate-forme :

- la fermeture de l'électrovanne de sécurité visée au point 3.4 suivant, située sur la conduite secondaire d'alimentation en carburant ;
- la fermeture de l'électrovanne de gestion de carburant, associée à la cuve d'alimentation du moteur, située sur la conduite secondaire d'alimentation en carburant à l'amont immédiat de la cuve d'alimentation du moteur ;
- l'arrêt du moteur situé sur la plate-forme d'essai.

- 3.4. Chacune des conduites secondaires d'alimentation en carburant sera équipée d'une électrovanne de sécurité à réarmement manuel.

La fermeture de l'électrovanne de sécurité sera asservie à la détection d'hydrocarbure dans la cuvette de rétention de la cuve d'alimentation de la plate-forme associée.

17.4. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1530 (anciennement 81 bis – dépôt de bois – papiers – cartons et autres matériaux combustibles analogues).

1. Si les magasins ou hangars sont situés à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, leurs éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :
 - parois coupe-feu de degré 2 heures,
 - couverture MO ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,
 - portes pare-flammes de degré une demi-heure.
2. Ces locaux ne devront en aucun cas commander les dégagements de locaux habités ou occupés par des tiers ou par le personnel.
3. Les issues de l'établissement seront maintenues libres de tout encombrement.
4. Les stocks de bois seront disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. On ménagera des passages suffisants, judicieusement répartis.
5. L'éclairage artificiel pourra être effectué par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, à l'exclusion de tout dispositif d'éclairage à feu nu.
6. Si l'éclairage de l'atelier est assuré par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, ces lampes seront installées à poste fixe ; les lampes ne devront pas être suspendues directement à bout de fils conducteurs ; l'emploi de lampes dites "baladeuses" est interdit.
7. L'installation électrique, force et lumière, sera établie selon les règles de l'art, sous fourreau isolant et incombustible, de façon à éviter les courts-circuits.
8. Il existera un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Ces interrupteurs seront placés en dehors de l'atelier, sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompra le courant pendant les heures de repos et tous les soirs après le travail. Une ronde sera effectuée le soir, après le départ du personnel et avant l'extinction des lumières.
9. Il est interdit de fumer dans les hangars, magasins ou chantiers.. Cette consigne sera affichée en caractères très apparents sur la porte d'entrée et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

17.5. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910 (Installations de combustion - Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié le 10 août 1998)

Règles d'implantation

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou à défaut aux appareils eux-mêmes) :

- a) - 10 m des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation,

b) - 10 m des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service, l'installation devra respecter les dispositions de l'article "comportement au feu et aux explosions des bâtiments".

Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion), doivent être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.

Interdiction d'activités au-dessus des installations

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

Comportement au feu et aux explosions des bâtiments

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles).
- stabilité au feu de degré une heure,
- couverture incombustible.

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis à vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues au point « Règles d'implantation » ne peuvent pas être respectées :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré 2 heures,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré 1/2 heure au moins.

Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

Cuvettes de rétention

Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite). L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.

Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion doivent être munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est strictement limitée au besoin de l'exploitation.

Alimentation en combustible

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques¹ redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz² et un pressostat³. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Aménagement particulier

La communication entre le local « chaufferie » contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectuera par un sas fermé par deux portes pare-flammes 1/2 heure. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles.

Détection de gaz - détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations, utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences valables pour les installations électriques. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

¹ **Vanne automatique** : Cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.

² **Capteur de détection de gaz** : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.

³ **Pressostat** : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

Toute détection de gaz, au-delà de 60% de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues pour les installations électriques.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise:

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1er février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier,
- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

Entretien et travaux

L'exploitant doit veiller au bon fonctionnement des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par joint chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

Moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens de lutte prévus à l'article 16.2 du présent arrêté, sont au minimum constitués de ;

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de quatre lorsque la puissance de l'installation est inférieure à 10 MW et de six dans le cas contraire.

Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz".

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés,

- une réserve d'au moins 0,1 m³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles (hormis pour les installations n'utilisant qu'un combustible gazeux).

Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible, par :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un, implanté à 200 mètres au plus du risque, ou une réserve d'eau suffisante permettant d'alimenter, avec un débit et une pression suffisants, indépendants de ceux des appareils d'incendie, des robinets d'incendie armés ou tous autres matériels fixes ou mobiles propres au site,
- des matériels spécifiques : extincteurs automatiques dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible ...

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Rétention des aires et des locaux de travail

Le sol des aires, y compris les aires d'action pour les services d'incendie et de secours et celles aménagées autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité, et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément à l'article 9.3.1 a) du présent arrêté ou éliminés comme des déchets.

Utilisation de l'eau dans la centrale

- Toute circulation d'eau en caniveaux ouverts au sein de la centrale électrique est interdite.

17.6. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2940 (anciennement 405 – Application de peinture)

Utilisation de peintures à base de liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{nde} catégorie.

1. L'emplacement de la pulvérisation ou la machine d'application seront munis de hottes ou d'autres dispositifs convenables d'aspiration ; les vapeurs seront aspirées mécaniquement, de préférence de haut en bas et rejetées à l'extérieur, de sorte qu'elles ne se répandent pas dans l'atelier, mais sans qu'il puisse en résulter toutefois d'inconfort ou d'insalubrité pour le voisinage.
2. Si l'application de peinture est effectuée dans une cabine, celle-ci sera largement ouverte à la partie antérieure pendant le travail ; une ventilation mécanique sera assurée à l'opposé par des bouches d'aspiration situées vers le bas.
3. Dans tous les cas, la ventilation mécanique sera suffisante pour que les vapeurs ne puissent pas se répandre dans l'atelier ; ces dernières seront refoulées au-dehors par une cheminée de hauteur telle qu'il n'en résulte ni inconfort ni insalubrité pour le voisinage.
4. Si l'emplacement de l'atelier et ses conditions d'exploitation constituent cependant une gêne pour le voisinage, un dispositif efficace de captation ou de neutralisation des vapeurs ou des poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, etc.) pourra être exigé. En aucun cas, les liquides récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

17.7. prescriptions applicables aux ateliers de traitement de surfaces (Instruction technique du 26 septembre 1985 relative aux règles d'aménagement et d'exploitation)

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2565 (traitement des métaux et matières plastiques- Arrêté ministériel du 30 juin 1997)

17.7.1 Limitation des débits d'effluents pour l'activité au trempé

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Une norme limitant le débit maximum des effluents rejetés par l'atelier est fixée. Cette norme est connue par le calcul des performances des fonctions de rinçage, qui sont définies par la valeur du débit rapporté au mètre carré de surface traitée.

Dans la mesure du possible, le débit d'effluents rejetés doit correspondre à un niveau moyen, pour chaque fonction de rinçage nécessaire dans une chaîne de traitement, de moins de 8 litres par mètre carré de surface traitée ; en cas de dépassement de ce rapport, l'exploitant devra pouvoir en justifier.

Sont pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de rinçage,
- des vidanges des cuves de rinçage,
- des éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents,
- des vidanges des cuves de traitement,
- des eaux de lavage des sols,
- des effluents des stations de traitement des effluents atmosphériques.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de refroidissement,
- des eaux pluviales.

17.7.2 Rejets

- Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols, les effluents issus des dispositifs de captation et d'épuration (dévésiculeurs, laveurs, ...) et, d'une manière générale, les eaux usées constituent :
 - soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies à l'article 10 du présent arrêté ;
 - soit des effluents liquides visés à l'article 9.3. du présent arrêté. Ils doivent alors être traités dans la station de traitement qui doit être conçue et exploitées à cet effet.

17.7.3 Déchets

Sont soumis aux dispositions de l'article 10 du présent arrêté, tous les déchets des ateliers de traitement de surface dans lesquels sont compris notamment l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc. ...).

17.7.4 Aménagements

- Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockage...) susceptibles de contenir des acides, des bases, des toxiques de toute nature, ou des sels fondus ou en solution dans l'eau sont construits conformément aux règles de l'art. les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

- Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre, est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche, de volume réglementaire.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation, et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

- Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

- L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.
- La détoxication des eaux résiduaires peut être effectuée soit en continu, soit par cuvées.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués soit en continu, soit à chaque cuvée, selon la méthode de traitement adoptée.

L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxication sera aménagé pour permettre ou faciliter l'exécution des prélèvements.

17.7.5 Exploitation

- Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétention, canalisations,...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.
- Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.
- Une consigne particulière explicite les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et pour leur transport. Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé à cet effet a accès aux dépôts de produits toxiques. Celui-ci ne délivre que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

17.7.6. comportement au feu des bâtiments

les locaux abritant les installations de traitement de surfaces doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimale suivante :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré deux heures,
- portes intérieures coupe feu de degré une demi-heure et équipé d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré une demi-heure,
- matériaux de classe MO (incombustibles).

17.8.– Installations de traitement par ultrafiltration et stockages annexes

17.8.1 Bâtiments de traitement

- Les appareils susceptibles de contenir des liquides polluants et notamment de l'huile, sont construits conformément aux règles de l'art.
Les matériaux utilisés pour leur construction doivent être résistants à l'action des liquides contenus.
L'ensemble de ces appareils est réalisé et exploité de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.
- Les capacités de rétention associées au bâtiment de traitement, seront munies d'un déclencheur d'alarme en points bas.
- L'ultrafiltration des effluents pollués (huiles, ...) peut être effectuée soit en continu, soit par cuvées.

L'ouvrage d'évacuation des eaux résiduaires issues de la station de traitement sera aménagé pour permettre ou faciliter l'exécution des prélèvements.

- Les eaux résiduaires ne seront rejetées que vers le réseau d'assainissement communal.
Elles devront respecter en sortie d'atelier les valeurs limites de concentration défini à l'article 9.3.1.b.
Elles ne pourront être rejetées en continu que si préalablement à leur rejet, elles transitent par un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique, positionné à l'aval immédiat de l'atelier d'ultrafiltration.

Dans le cas inverse, elles ne pourront être évacuées que par bâchées après qu'il ait été vérifié qu'elles respectent les concentrations définies à l'article 9.3.1.b du présent arrêté.

17.8.2 Stockages extérieurs annexes

- Les capacités de rétention associées aux aires de stockage, transvasement et manipulation, seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Tout dispositif de vidange de ces cuvettes par simple gravité est interdit.
- Les abords de l'aire de stockage (aire de chargement-déchargement des huiles, etc....) seront aménagés de telle sorte qu'à la suite d'un incident ou accident, les liquides ou déchets répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Toutes les dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident sur ces emplacements, déversement direct de produits dangereux, vers les égouts ou le milieu naturel.

Les produits récupérés sur ces emplacements seront recyclés, ou en cas d'impossibilité traités en ultrafiltration, ou éliminés comme des déchets.

- Les eaux pluviales récupérées au sein des cuvettes de rétention ne pourront être rejetées dans le réseau d'assainissement communal qu'après contrôle, et si leur teneur en hydrocarbures est inférieure à 10 mg/l.

En cas de teneur supérieure à 10 mg/l, ces eaux seront traitées en ultrafiltration ou éliminées comme des déchets.

17.9. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2561 (traitement thermique- Arrêté ministériel du 30 juin 1997)

Implantation – Aménagement

Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers coupe-feu de degré 2 heures
- couverture incombustible
- porte donnant vers l'extérieur pare-flammes, de degré ½ heure.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

17.10. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1432 (dépôt de liquides inflammables- anciennement arrêté type n° 253)

Implantation

- Les réservoirs enterrés devront répondre aux conditions fixées par l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables, et de leurs équipements annexes.
- Si le dépôt est en plein air ou dans un bâtiment affecté à l'usage exclusif du dépôt, son accès sera convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation.
- Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si des bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare-flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir du mur séparatif.
- Si le dépôt est dans un bâtiment à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied, les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :
 - paroi coupe-feu de degré 2 heures,
 - couvertures incombustibles.

Le local sera convenablement ventilé et les portes pare-flammes de degré une demi-heure s'ouvriront vers l'extérieur.

- Si le dépôt est situé dans un bâtiment à usage multiple, éventuellement surmonté d'étages, les éléments de construction du local du dépôt, qui sera installé au rez-de-chaussée ou en sous-sol, présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :
 - paroi coupe-feu de degré 2 heures,
 - couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures,
 - portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure,
 - portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages. Ce local ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.

Ce local sera largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

- Si le dépôt est installé dans un bâtiment à usage multiple, habité ou occupé, il ne devra pas être placé directement sous un étage habité, sauf s'il s'agit de liquides inflammables de 2^{ème} catégorie ou de liquides peu inflammables.

Réservoirs

- Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes.

Ces récipients seront fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage seront exclusivement stockés dans des réservoirs métalliques.

Le dépôt ne contiendra des liquides inflammables dans des récipients en verre, que si ces derniers ont une capacité unitaire maximum de 2 litres ou s'ils sont garantis par une enveloppe métallique étanche, convenablement ajustée pour les protéger efficacement. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe métallique seront stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de deux récipients.

- Les réservoirs fixes métalliques devront être construits en acier soudable. Ils peuvent être de différents types, généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical.

- S'ils sont à axe horizontal, ils devront être conformes à la norme NF M-88 512 et, sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier ;

- S'ils sont à axe vertical et construits sur chantier, ils devront être calculés en tenant compte des conditions suivantes :

- a) Leur résistance mécanique devra être suffisante pour supporter :
 - le remplissage à l'eau et les surpression et dépression définies à l'alinéa suivant
 - le poids propre du toit,
 - les effets du vent et la surcharge due à la neige, en conformité avec les règles NV du ministère de l'équipement,
 - les mouvements éventuels du sol.
- b) Le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, devra être au plus égal à 50% de la résistance à la traction.

Les réservoirs de stockage devront être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

- Les réservoirs fixes métalliques devront subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) *Premier essai :*

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation,
- obturation des orifices,
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) *Deuxième essai :*

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir,
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) :

- obturation des orifices,
- application d'une surpression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Equipements des réservoirs

- Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations .
- Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.
Les vannes de piétement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.
- Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques ;
- Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.
Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.
En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.
Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.
- Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.
En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.
Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.
Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.
Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir ;
- Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.
La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir ;
- Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.
Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage

Installations électriques

- ⊖ Toutes installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites. Les installations électriques du dépôt devront être réalisées avec du matériel normalisé qui pourra être de type ordinaire, mais installé conformément aux règles de l'art. Est notamment interdite l'utilisation de lampes suspendues à bout de fil conducteur ;
- ⊖ Le matériel électrique utilisé à l'intérieur des réservoirs et de leurs cuvettes de rétention devra être de sûreté et un poste de commande au moins devra être prévu hors de la cuvette.

Installations annexes

- ⊖ Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi) il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage. Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des installations classées ;
- ⊖ Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manœuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement. Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

Protection contre l'incendie

- ⊖ Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.
- ⊖ Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles. Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.
- ⊖ L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des fuels lourds est interdit.
- ⊖ On devra disposer pour la protection du dépôt contre l'incendie d'au moins :
 - deux extincteurs homologués NF M.I.H.-55 B si la capacité du dépôt est inférieure ou égale à 500 mètres cubes,
 - deux extincteurs homologués NF M.I.H.-55 B et un extincteur à poudre sur roue de 50 kilogrammes si la capacité du dépôt est supérieure à 500 mètres cubes. Ce matériel devra être périodiquement contrôlé et la date des contrôles devra être portée sur une étiquette fixée à chaque appareil,
 - d'un poste d'eau pouvant assurer un débit de 15 litres/minute par mètre de circonférence du plus gros réservoir du dépôt. Ce poste d'eau pourra être remplacé par une réserve d'eau suffisante pour assurer ce débit pendant une heure trente.
 - de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

Exploitation et entretien du dépôt

- ⊖ L'exploitation et l'entretien du dépôt devront être assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite devra indiquer les modalités de l'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable.

Cette consigne devra être affichée, en permanence et de façon apparente, à proximité du dépôt.

- ☉ La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

Prescriptions particulières aux dépôts de liquides inflammables de la 1^{re} catégorie (à l'exclusion des alcools)

- ☉ Par exception aux dispositions de l'alinéa 5 du présent article, les dépôts de liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie ne peuvent être implantés en cave ou en sous-sol.

17.11. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2560 (travail mécanique des métaux et alliages- Arrêté ministériel du 30 juin 1997)

Comportement au feu des bâtiments

☉ Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flammes, de degré une demi-heure.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

17.12. prescriptions particulières applicables à la fonderie

Dans un délai de 4 mois l'exploitant remettra au Préfet un mémoire qui précisera les mesures de remise en état prises ou prévues au niveau du site de la fonderie (bâtiment 39) pour qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977 pris pour application de la loi susvisée.

IV – DIVERS

18.1- Frais

Les frais inhérents au respect des dispositions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

18.2 -Autres règlements d'administration publique

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

18.3- Droit de réserve

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

18.4- Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

18.5- Autres formalités administratives

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accord exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

18.6- Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des Titre VI (sanctions pénales) et VII (sanctions administratives) de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

18.7- Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de MULHOUSE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

18.8- Exécution – Ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

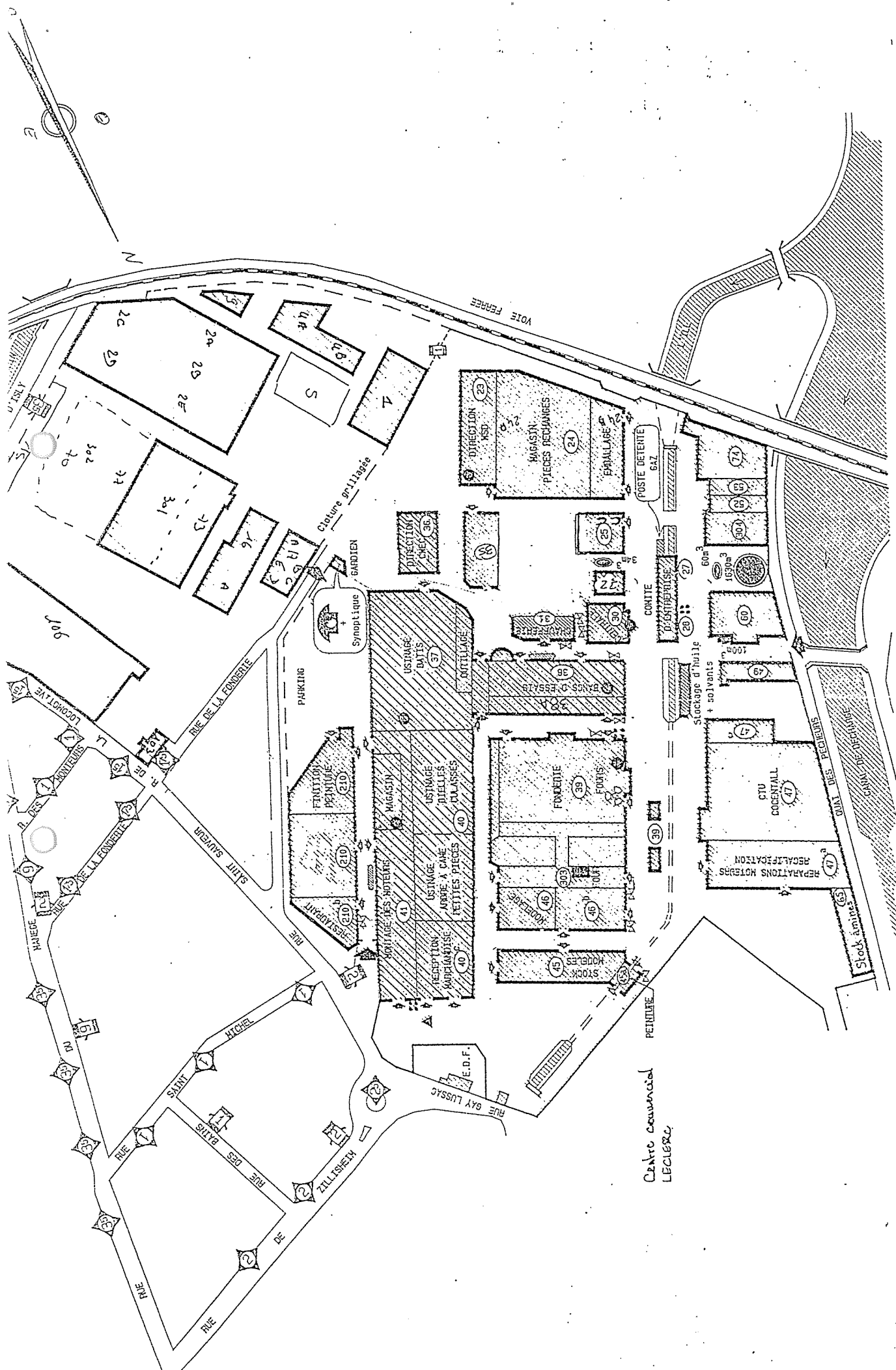
Fait à Colmar, le 16 août 2000
Pour le Préfet absent
et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé

Olivier LAURENS-BERNARD

Délai et voie de recours

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).



FORMAT DES TABLEAUX D'AUTOSURVEILLANCE

FORMAT DES TABLEAUX D'AUTOSURVEILLANCE

REJETS D'EAUX RESIDUAIRES

AUTOSURVEILLANCE

(1 fiche par point de rejet autorisé)

Mois :

Année :

Raison sociale :

Adresse :

Nom de la personne responsable :

Nature du traitement :

Point de mesure :

Identification du rejet :

- conduit ouvert - fermé

- milieu récepteur : cours d'eau (nom) - station d'épuration urbaine

Nombre de jours de production :

Production du mois (quantité et nature) :

Date de l'arrêté préfectoral :

Commentaires sur les anomalies

Date	Débit m3/j	pH	MeS		DCO		DBO5		Autres polluants (a)	
			Conc.	Flux	Conc.	Flux	Conc.	Flux	Conc.	Flux
			mg/l	kg/j	mg/l	kg/l	mg/l	kg/j	mg/l	kg/j ou g/j
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
Total mois										
Nombre valeurs										
Moyenne										

① Les moyennes mensuelles sont calculées de la façon suivante sur la base du nombre de jours de rejet et non de production.

(a) Autres polluants : métaux, micropolluants...

Débit moyen journalier = débit mensuel / nombre de jours de rejet
colonne par paramètre visé dans l'arrêté préfectoral.

Flux moyen journalier = flux mensuel (= Σ flux journalier) / nombre de jours de rejet

Flux journalier = concentration x débit journalier

Concentration moyenne journalière = flux moyen journalier / débit moyen journalier.

② Pour les faibles teneurs, adapter les unités (mg/l, µg/l, kg/j, g/j...).

③ Les analyses sont effectuées sur les effluents bruts non décantés.

ANNEXE 1

RAPPEL DES ECHEANCES DE L'ARRETE PREFECTORAL

- **Dans un délai de deux mois**

Remise d'une étude hydrogéologique (article 9.5.).

- **Dans un délai de trois mois**

- remise d'une étude visant à situer la hauteur des points de rejets des effluents gazeux des installations de combustion et des installations d'essai de moteurs (article 8.2.).
- remise d'une étude d'impact spécifique aux rejets gazeux émis par les activités d'essai de moteurs (article 8.6.).
- remise d'une étude technico économique pour limiter les émissions en CO, COV et NOx des essais de moteurs (article 8.6.).

- **Au 1^{er} octobre 2000** : mise en conformité du conduit de rejet des effluents gazeux de l'activité de traitement thermique (article 8.2.).

- **Dans un délai de quatre mois**

- élaboration d'un plan des zones de dangers (article 14).
- remise au Préfet d'une validation des services d'incendie et de secours quant au réseau de protection incendie du site (article 16.1.).
- remise au Préfet d'un mémoire de remise en état du site de la fonderie (article 17.12).

- **Au 31 décembre 2000** :

- mise en conformité de l'assainissement du secteur de l'établissement dont les eaux pluviales sont rejetées au réseau d'assainissement communal (article 9.3.2.).
- remise d'un rapport étape explicitant les solutions examinées en vue de ne plus utiliser en simple circuit ouvert les eaux de refroidissement (centrale électrique moteurs à l'essai) et de freinage (moteurs à l'essai), pompées et rejetées dans l'Ill, et proposition pour avis d'une solution particulière (article 9.3.4.).

- **Dans un délai de six mois**

- implantation de puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines (article 9.5.).

- **Dans un délai de neuf mois**

- remise rapport d'étape de l'ESR (article 10.5).

- **Au 30 juin 2001 :**

- interdiction d'utilisation en simple circuit ouvert des eaux pompées et rejetées dans l'Il pour le refroidissement et le freinage des essais de moteurs et pour le refroidissement des moteurs de la centrale électrique (article 9.3.4.).

- **Dans un délai de quinze mois**

- remise du rapport final de l'ESR (article 10.5.).

- **Au 1^{er} janvier 2005 :** respect des valeurs limites de concentration en NOx et poussières des installations de combustion de la centrale électrique (article 8.4.).

Figure 10
ZONES A EMERGENCE REGLEMENTEE ET
LOCALISATION DES POINTS DE MESURE

Echelle: 1/2500

